

Les Gilets jaunes : échec ou occasion pour la gauche française ?

Jonathan Durand Folco et Thomas Coutrot

Numéro 802, mai-juin 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90551ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Durand Folco, J. & Coutrot, T. (2019). Les Gilets jaunes : échec ou occasion pour la gauche française ? *Relations*, (802), 12–13.

Depuis novembre dernier, le mouvement des Gilets jaunes, en France, tient le gouvernement Macron en échec. Mouvement social inclassable, il met de l'avant plusieurs préoccupations chères à la gauche sans pour autant qu'un parti politique de gauche ne semble réellement bénéficier de ce soulèvement populaire. Comment l'expliquer ? Et comment la gauche française pourrait-elle traduire politiquement les propositions des Gilets jaunes ? Nos auteurs invités en débattent.

La gauche française peine à traduire politiquement les aspirations des Gilets jaunes.

Jonathan Durand Folco

L'auteur est professeur adjoint à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

La mobilisation des Gilets jaunes pose un réel problème pour la gauche française. Si ce mouvement social inédit constitue une opportunité inouïe pour délégitimer le gouvernement Macron, ramener la question sociale au premier plan et porter de nouvelles revendications au centre du débat public (refonte des institutions politiques, justice fiscale, augmentation des salaires, arrêt des privatisations...), la *traduction politique* de ce mouvement protéiforme ne va pas de soi.

Un mouvement qui déjoue le cadre partisan

D'un côté, la France insoumise (FI) semble être le relais naturel de ce mouvement sur le plan programmatique et idéologique. Rappelons que les Gilets jaunes et la FI portent tous deux un discours inspiré du populisme de gauche, qui oppose le peuple à l'élite, la démocratie à l'oligarchie, les classes populaires et la France périphérique à la figure de Macron et des gagnants de la mondialisation néolibérale. Or, la forte personnalisation de la FI par Jean-Luc Mélenchon ainsi que le caractère relativement vertical de cette formation politique ne semblent pas pouvoir accueillir un mouvement pluriel qui a comme point commun de rejeter la classe politique, les partis et la démocratie représentative en général.

Lorsqu'on se penche sur les stratégies d'auto-organisation du mouvement, avec l'appel des Gilets jaunes de Commercy (petite commune de 5000 habitants dans le département de la Meuse, en Lorraine),

on voit en effet une tentative de former une «Assemblée des assemblées», une «Commune des communes», bref, une fédération basée sur les principes de la démocratie directe, du mandat impératif (auquel les délégués d'un groupe, par exemple, ne peuvent déroger) et même du municipalisme libertaire revendiqué par plusieurs. Dès lors, la structure verticale de la FI apparaît difficilement compatible avec l'horizontalité revendiquée par les Gilets jaunes, bien que les deux mouvements se rejoignent beaucoup sur le plan des revendications, du discours et des valeurs.

D'un autre côté, le reste de la gauche française s'est montré extrêmement divisé à l'approche des élections européennes de mai 2019. Si on met de côté les partis de la gauche radicale qui restent dans l'ombre de la FI (le Parti communiste, le Nouveau parti anticapitaliste, Lutte ouvrière, etc.), les formations social-démocrates comme le Parti socialiste, Génération.s, Europe Écologie Les Verts et le nouveau parti Place Publique semblent beaucoup plus inconfortables avec le mouvement des Gilets jaunes. Ces formations se méfient en effet du populisme et de mécanismes comme le référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des revendications clés du mouvement. La crainte exprimée, qui n'est pas sans fondement, est que les RIC puissent être instrumentalisés de façon démagogique et réactionnaire et mener à l'adoption de lois anti-progressistes – contre le mariage pour tous, l'immigration, les droits des minorités, etc.

Dans un contexte où le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen essaie aussi de récupérer le mouvement, et où des propos xénophobes et antisémites se font entendre parmi certaines franges des Gilets jaunes, la méfiance à l'égard d'une démocratie trop directe et populiste éloigne les sociaux-démocrates de ce mouvement. Si on ajoute le fait que

cette mobilisation transversale ne pose pas une grande unité idéologique, qu'elle rejette la démocratie représentative et prétend même dépasser le clivage gauche/droite, on sent bien que la gauche française *en général* ne sera pas la grande bénéficiaire de ce mouvement.

Une gauche divisée

Les forces politiques qui risquent le plus de recueillir les voix des Gilets jaunes seront donc celles qui sont le plus opposées au macronisme : le populisme de gauche de la FI, le populisme d'extrême droite du RN et les tendances libertaires/anarchistes de la gauche radicale qui rejettent en bloc la politique électorale. Les courants eurosceptiques et souverainistes, incarnés par diverses figures intellectuelles comme Étienne Chouard, Frédéric Lordon et Jacques Sapir, entre autres, trouvent aussi un écho particulier au sein du mouvement des Gilets jaunes, entre autres avec des idées comme le Frexit (la sortie de la France de l'Union européenne), la convocation d'une assemblée constituante et la volonté de récupérer la souveraineté populaire et nationale pour sortir du système.

Bref, nous sommes bel et bien entrés dans un *moment populiste* de la politique française, où la gauche se retrouve embêtée face à un mouvement qui couvre l'ensemble du spectre politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Dans cette situation hautement explosive, il est bien possible que la gauche ne parvienne pas à tirer son épingle du jeu et reste divisée sur une série de questions clés : les RIC, la stratégie populiste de gauche, la sortie de l'Union européenne, la place de la démocratie directe, etc. Mais au final, l'intérêt du mouvement des Gilets jaunes consiste à démontrer en pratique les limites du carcan partisan, ce qui pousse à réactiver l'imagination politique. 🗣️

LES GILETS JAUNES : ÉCHEC OU OCCASION POUR LA GAUCHE FRANÇAISE ?

Les Gilets jaunes ouvrent la voie vers un nouveau démocratique.

Thomas Coutrot

L'auteur est économiste, cofondateur des Économistes atterrés et ancien porte-parole d'Attac France

Le soulèvement des Gilets jaunes fait l'objet d'une bataille d'interprétation. C'est bien naturel, s'agissant d'un mouvement spontané et dénué de représentants légitimes qui pourraient eux-mêmes en dégager le sens. La droite y voit le rejet de l'impôt; l'extrême droite, le rejet du mondialisme; Emmanuel Macron, une foule haineuse et antisémite. Mais les observations de terrain – dont certaines fort documentées – sur la composition sociale et les aspirations des manifestants, tout comme les trois principales revendications mises de l'avant par le mouvement – la justice fiscale, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et la remise en cause des privilèges de la classe politique –, permettent d'écarter ces lectures conservatrices.

Si la gauche a fini en général par reconnaître le caractère social et démocratique du mouvement, la bataille d'interprétation sur sa signification politique précise fait rage. Lutte contre la vie chère? Bien sûr, quand un petit salaire – sans parler du revenu minimum – ne permet plus de faire face au coût du logement et du transport. Exigence de justice? Sans aucun doute, contre la politique fiscale obscènement inégalitaire de Macron. Demande de respect? Évidemment, face au mépris présidentiel des «gens qui ne sont rien», qui redouble la maltraitance infligée dans le travail par un management bureaucratique et autoritaire. Aspiration à une «économie morale»? Certainement, à l'heure de ce «nouveau monde» guidé par l'ivresse du

profit à tout prix. Mais parmi toutes ces lectures, peu d'acteurs ont pris au sérieux la demande de démocratie directe portée par le mouvement, qui constitue une occasion à saisir pour la gauche.

Radicaliser la démocratie

Comme les mouvements des places, les Indignés et Occupy, celui des Gilets jaunes crie à la face des dirigeants élus «vous ne nous représentez pas». Une de ses avancées les plus inattendues est ainsi la mise en débat, à l'échelle de la société française, de propositions innovantes pour radicaliser la démocratie.

Le RIC pourrait fournir, à certaines conditions, un outil émancipateur face au pouvoir de la finance, mais aussi face aux logiques populistes-autoritaires; il constituerait alors un appui fort précieux pour une politique de redistribution des pouvoirs et des richesses. Certes, les leaders de l'extrême droite, Le Pen ou Dupont-Aignan, y voient un instrument plébiscitaire au service de politiques autoritaires et xénophobes. Le référendum peut servir une stratégie populiste de mobilisation des passions et des haines et, dans la tradition du plébiscite, de glorification d'un chef supposé incarner le peuple.

La démocratie étant le régime de l'autolimitation, comme le soulignait le philosophe Cornelius Castoriadis, avancer vers la démocratie réelle suppose donc de se prémunir contre la démesure. L'autolimitation de la souveraineté populaire ne doit pas passer par une restriction a priori des thèmes pouvant être soumis à un référendum citoyen – comme l'Italie qui en exclut la fiscalité – mais par la qualité de la délibération: «la décision légitime n'est pas la volonté de tous, mais celle qui résulte de la délibération de tous¹».

Ainsi, la mobilisation d'assemblées de citoyens et de citoyennes tirés au sort pourrait créer les conditions d'une information pluraliste et d'un vote éclairé. L'assemblée délibère sur la recevabilité du

thème, sur la formulation de la question référendaire et sur l'information à fournir au public. On connaît les conditions de succès de ce genre d'exercice: tirage au sort équilibré, durée suffisamment longue de la formation et de la délibération, information de qualité, animation sans parti pris, audition de groupes et d'experts défendant des positions opposées sur la question, alternance de séances plénières et de discussions en groupes restreints, etc. L'expérience montre invariablement que les avis ou décisions ainsi produits écartent la démagogie et les arguments d'autorité et se tournent vers le bien commun.

Vers un «RIC délibératif»

La France renâcle à s'engager sur la voie de la démocratie délibérative. Dans le logiciel républicain, il appartient exclusivement aux partis et à la classe politique de mettre en forme les choix proposés aux électeurs; dans le logiciel marxiste, l'idée d'un espace politique en partie autonome par rapport aux logiques de domination sociale semble inconcevable (c'est ainsi que la proposition de loi sur le RIC déposée par la France Insoumise en janvier 2019 ne contient aucun mécanisme de délibération préalable). Or, la démocratie délibérative repose sur des postulats inverses: celui de la compétence citoyenne pour discerner et formuler les enjeux des décisions politiques, et celui de la viabilité de procédures rigoureuses visant à compenser au moins en partie les inégalités sociales entre les personnes participant à la délibération. Des postulats évidemment inacceptables pour Emmanuel Macron, qui ne donnera aucune suite à cette demande. Mais à terme, le «RIC délibératif» s'imposera probablement comme une avancée démocratique incontournable. 🗳️

1. Bernard Manin, «Volonté générale ou délibération? Esquisse d'une théorie de la délibération politique», *Le Débat*, n° 33, 1985/1.